



ACTES DU COLLOQUE ECOCAMPUS #5

Vers des organisations soutenables au service des territoires en transition¹

Jeudi 23 mars

Introduction

Intervenant : Yann Echinard - Vice-président Responsabilité Sociétale et Environnementale de l'Université Grenoble Alpes

Le réchauffement climatique touche de nombreux pays et, selon les régions et les territoires, les effets sont amplifiés. Ici, il est question de fonte rapide des glaciers, de réduction des réserves en eau, de dégel du permafrost, d'écroulement des montagnes. Ce n'est donc pas un hasard si l'UGA accueille cette 5^e édition d'Ecocampus alors que la connaissance scientifique est stabilisée, qu'il est admis que la main de l'homme n'est pas étrangère au réchauffement, que le ministère a enfin posé les bases du changement avec le Plan climat et l'obligation d'enseigner les transitions dans tous les premiers cycles. L'heure des grandes transformations est arrivée. Depuis longtemps, les universités et les écoles travaillent à rendre soutenable leur organisation. Les illustrations sont multiples, mais il reste encore des conservatismes forts, hérités de pratiques ancestrales, qui touchent toutes les strates de la société.

Durant ces deux jours, nous espérons des discussions fertiles qui produiront des recommandations afin de poursuivre durablement nos propres transformations et d'affirmer, dans 55 ans, que Grenoble aura été un haut lieu d'un monde décarboné et régénéré.

Intervenante : Fouziya Bouzerda - Directrice de Grenoble Ecole de Management

Participer à cette 5^e édition nous oblige à assumer des valeurs et des engagements qui obéissent à des injonctions parfois contradictoires. La clé du succès est la recherche de l'efficacité et la collaboration partenariale, qui est déjà la force de ce territoire. Ensemble, territoires, enseignements supérieurs, collectivités territoriales, entreprises, tous réunis, nous pouvons faire basculer le mouvement. La prise de conscience est là ; il est difficile de la nier. Dans le cadre de nos écoles, nous pouvons être un vecteur de formations, de réponses auprès de nos étudiants, mais aussi de tous les publics. Nous avons une capacité à poser sur la table l'ensemble des possibles, à renouveler des engagements et des compétences. L'enjeu est fort d'avoir un enseignement innovant, de proposer de la formation continue auprès des salariés en entreprises, de régénérer nos savoirs et nos métiers. Il est plus que jamais nécessaire de se projeter, et pas uniquement dans le cadre d'un pessimisme ambiant. Nous avons une véritable capacité à nous mobiliser, à nous saisir d'un certain nombre d'outils.

¹ Programme complet du colloque en annexe p.20

Quel portage politique de la transition dans les universités et les grandes écoles ?

Intervenant : Mathias Bernard - Président de la Commission de la Transition écologique et sociétale de France Universités (FU)

En 2012 se tenait la 1^{re} édition d'Ecocampus. Les problématiques autour des enjeux de développement durable étaient alors portées par des individualités ou des structures pionnières. Progressivement, cette prise de conscience s'est épanouie dans l'opinion publique et au sein de la jeunesse. Aujourd'hui, des équipes chargées des problématiques de DD&RS se sont structurées au sein des établissements, des démarches de labélisation ont été engagées et des politiques de formation, de recherche, d'aménagement des campus et de leur patrimoine immobilier ont émergé.

Vient donc le temps du passage à l'échelle, de la massification, à travers la définition de politiques globales et systémiques soutenues. Face aux résistances, aux blocages, la logique de transformation des campus, des pratiques au quotidien et de la gouvernance des établissements doit en effet bénéficier d'un portage fort, à de multiples niveaux :

- un portage stratégique, à travers l'élaboration de schémas directeurs de développement durable et de responsabilité sociétale, véritables outils pour formaliser cette stratégie et la décliner en objectifs, en indicateurs, en actions ;
- un portage politique, incarné par un chargé de mission ou une vice-présidence dédiée et assuré par le Président ou la Présidente d'établissement. Les sujets liés à la transition concernent en effet l'ensemble des domaines d'activité d'un établissement et doivent s'imposer à toutes ses composantes internes, laboratoires et services ;
- un portage opérationnel, en travaillant sans cesse à la professionnalisation des équipes dédiées comme des directions générales ;
- un portage collectif, en embarquant l'ensemble de la communauté par une nouvelle forme de participation, d'implication.

Dans ce contexte, le soutien de l'État est un élément essentiel. La publication en janvier dernier du plan climat biodiversité va en ce sens, et doit permettre d'accompagner les établissements dans les transformations et mutations à engager pour répondre aux enjeux de transition économique et sociétale.

Intervenant : Denis Guibard - Vice-Président Développement durable & RSE à la Conférence des Grandes Ecoles (CGE)

Les transformations profondes et globales de la société dépassent le seul périmètre national et leur ampleur nécessite d'embarquer toutes les parties prenantes, la vérité ne venant pas de quelques sachants. Le rôle des réseaux, des associations, des acteurs du DD&RS est essentiel pour définir un cadre politique en phase avec le terrain. Toutefois, si cette diversité est une grande richesse, il faut arriver à une coordination, une cohérence de l'ensemble des actions.

La publication du 6^e rapport final du GIEC rappelle les urgences et indique qu'il est encore possible d'agir. La transition écologique et sociale doit être présente à tous les étages de la société et les universités jouent un rôle déterminant pour la formation et la transformation des acteurs, car dans cet élan, il est nécessaire de construire des bases solides de compréhension des enjeux, des impacts et des mécanismes à l'œuvre.

Le plan climat biodiversité et transition écologique du MESR

Intervenants : Michel EDDI - Haut fonctionnaire au Développement durable du MESR, et Benoit Laignel - Chargé de mission : Coordination de la Transition Ecologique pour un Développement Sostenable de l'ESR, MESR

Le plan climat biodiversité implique les universités, les grandes écoles et tous les autres établissements d'enseignement supérieur et de la recherche. Toute cette communauté doit se mettre en branle, sans plus de frontière administrative, car il est plus que nécessaire de passer des discours aux actes, de changer d'échelle. Il ne suffit pas d'être convaincu pour arriver à changer des pratiques et modes de vie en société : il s'agit de procéder à une transformation profonde de la société, et il n'existe pas de solution clé en main, de réponse immédiate. Il faut construire au fil de l'eau, trouver des compromis et avancer sur ces sujets difficiles, souvent contradictoires.

Cette transformation implique en premier lieu une modification profonde des cadres de l'action publique. Le ministère a ainsi proposé un plan climat biodiversité qui dessine les premières étapes de cette feuille de route collective et un premier chantier a été lancé : celui de la formation des premiers cycles. Un schéma directeur doit ensuite être proposé par tous les établissements d'enseignement et de la recherche, avant fin 2024. Il s'agit d'une ambition forte que de construire une trajectoire de fonctionnement inscrivant le développement des établissements dans la transition écologique. Cette démarche s'inscrit dans une vision globale, inclusive et systémique. Chacun doit se sentir partie prenante et engagé. Elle engagera fortement les gouvernances des établissements, d'autant que les objectifs à tenir seront difficiles et complexes, puisque reposant sur des compromis. Ce projet devra être porté en toute autonomie par le directeur d'établissement et déployé en répondant à la nécessité de limiter l'empreinte carbone, l'empreinte énergétique et l'empreinte environnementale des activités de la communauté.

Se pose également la question de la métrique. Il faut en effet avoir la capacité de mesurer ces plans d'action pour suivre la trajectoire de transformation. Un chantier collectif sera lancé prochainement pour définir le cadre, les outils et les instruments destinés à mener des bilans comparables dans chacun des établissements. Pour rappel, l'objectif est de réduire de 5 % par an l'empreinte de gaz à effet de serre du pays. Parallèlement, pour progresser, il faudra évaluer ces résultats. Le plan climat le prévoit et l'évaluation des établissements s'effectuera dans le cadre d'un plan quinquennal. Une plateforme d'échanges, d'informations et de données sera prochainement mise en place par le ministère.

Échanges avec la salle

Dans ce contexte, la transversalité est plus que nécessaire, et il conviendrait aussi d'avancer avec le ministère de la Culture.

Benoit LAIGNEL confirme que tous les acteurs doivent répondre à ces enjeux et que chaque ministère doit avoir son propre schéma directeur.

Michel EDDI est intervenu récemment, à la demande du ministère de l'Agriculture, à une conférence de la SEDESA pour parler du plan climat. Le ministère de la Culture a également consulté le MESR pour lancer sa propre démarche. Les écoles dépendant de ces deux ministères vont donc aussi s'engager dans cette démarche.

Il ne faut pas se contenter d'établir un schéma directeur *a minima* qui ne tiendrait compte que de l'enjeu environnemental. L'aspect social et sociétal ne doit pas être oublié : la démarche doit être inclusive.

Michel EDDI partage totalement ce propos, même si tous les chantiers ne peuvent pas être lancés en même temps.

Le socle du schéma directeur doit être le plus ambitieux possible. La question de l'enseignement et de la formation est donc très importante en ce sens. Il faut que le maximum d'établissements soit engagé, ainsi que le maximum de disciplines.

Benoit LAIGNEL répond que la première étape consistait justement à réfléchir à ce socle commun. L'intégration dans chacune des disciplines sera travaillée dans un second temps.

S'agissant de la méthodologie à adopter, 15 % des établissements ont déjà effectué leur bilan carbone via l'ADEME. Comment seront-ils pris en considération et intégrés dans le cadre à venir ?

Michel EDDI estime qu'il conviendra de faire appel à leur expérience dans le cadre des travaux qui seront montés collectivement. Les premiers retours d'expérience sur les achats scientifiques, sur la mobilité -question qui traverse toutes les communautés-, sur l'empreinte numérique des données et sur les infrastructures collectives de recherche sont essentiels pour l'avenir.

En Suède a été instaurée une planification du service en charge du patrimoine immobilier des universités et son objectif est d'atteindre la neutralité énergétique en 2035. Ils ont donc plus une dizaine d'années d'avance sur la France.

Benoit LAIGNEL croit beaucoup à l'exemple. Il est important de regarder ce qui se fait dans d'autres pays, mais en adaptant, car chaque contexte est différent.

La jeunesse vit cette écoanxiété de manière plus forte et fait peu confiance aux institutions. Il est essentiel de lui laisser une place, de lui laisser le pouvoir d'agir. Une politique de recrutement innovante serait un levier non négligeable.

Benoit LAIGNEL en est convaincu.

L'engagement demande du temps. Il conviendrait de réfléchir au statut étudiant pour que l'engagement soit mieux reconnu au niveau de la gouvernance de l'université ou de l'école.

Benoit LAIGNEL confirme que la reconnaissance de cet engagement est essentielle.

L'engagement étudiant est important, mais celui de tous les jeunes en général l'est tout autant.

Stratégie et pilotage d'une organisation soutenable

Table ronde 1 : Gouvernance, conduite du changement et intégration transversale dans l'élaboration des stratégies de transition

Animatrice de la table ronde : Cécile Chicoye - consultante auprès de l'Association des Directeurs Généraux des Services (ADGS)

CY Cergy Paris Université

Intervenants : Laurent Gatineau - Président CY Cergy Paris Université, et Véronique Balbo - Directrice Générale des Services CY Cergy Paris Université

Portée par le Président et la DGS, la gouvernance dédiée à la transition s'est concrétisée au sein de l'université par la mise en place d'une vice-présidence dédiée à la transition et d'un parlement étudiant. L'objectif est de « faire autrement », en réenchantant les métiers, en redonnant de l'initiative, afin de s'assurer de l'implication de la totalité des agents.

La feuille de route de l'établissement a été déclinée dans les différentes instances et tient compte de trois domaines :

- fonctionnel : mise en place d'une charte des achats responsables, ayant un impact réel sur la qualité de vie des employés et sur l'environnement (ménage, espaces verts, papier), du dispositif *intracting* (programme de sobriété énergétique) ;
- académique : formations à la transition, fresque du climat, ouverture d'un *bachelor act* sur l'accompagnement des transitions... Il s'agit d'un enjeu décisif pour l'ensemble de la communauté, partagé dans le contrat d'objectifs et de moyens ;
- territorial : CY Cergy a la particularité d'être multisite et en interaction avec de nombreux territoires, ce qui pousse une dynamique collective vis-à-vis de la transition (partenariats avec les collectivités, les associations locales).

Pour aller plus loin, des outils spécifiques ont été mis en place : un partenariat avec une école de design, des conventions avec des acteurs importants (Campus de la Transition). Enfin, des outils de gouvernance partagés avec le territoire (collectivités, associations, entreprises et étudiants) ont vu le jour sur tous les sujets d'interdépendance identifiés que sont le logement, les mobilités ou l'alimentation. Cinq objectifs ont été déterminés en accord avec tous ces acteurs :

- Être un territoire 100 % formé aux enjeux de transition écologique (élus, administratifs, enseignants, chercheurs, étudiants, salariés) d'ici trois ans ;
- Être un territoire organisé autour des modalités de cohabitation avec le vivant ;
- Révéler tous les potentiels humains : développer l'indice de valeur ajoutée et donc développer les métiers liés à la terre ;
- Adapter le cadre de vie aux nouveaux enjeux ;
- Créer une culture commune.

Un portage politique fort, de la continuité dans l'action, du pragmatisme et des crédits financiers, tels sont les ingrédients nécessaires pour la réussite commune de cette transition.

Université de Bordeaux

Intervenant : Éric Macé - Vice-Président DD&RS

Troisième employeur de la région Aquitaine, l'Université de Bordeaux est l'un des plus grands campus d'Europe. Elle a obtenu le label DD&RS en 2021 et bénéficie d'un PIA de 17 millions d'euros sur huit ans.

Plus récemment, elle a travaillé sur la question du portage transversal et a instauré une présidence dédiée. Un comité de pilotage des transitions a été créé, ainsi qu'une nouvelle Direction appelée Institut des Transitions, véritable outil de conseil et d'accompagnement. Cette Direction transversale compte 11 ETP et une équipe étendue de 20 ambassadeurs étudiants (emplois étudiants) et de 60 référents Transition, personnels et points d'appui pour les Directions dans leur propre politique de transition. Enfin, un dispositif partenarial afin de trouver des solutions à des problèmes communs de transition (énergie, eau, déchets, diversité) a été imaginé avec tous les acteurs concernés.

Un tableau de bord de pilotage par la donnée et l'impact est en cours de réalisation. Il permettra à la gouvernance de l'établissement de mesurer les trajectoires en fonction des objectifs.

Tout ce dispositif est mis au service d'un changement de modèle de campus et bénéficie de l'arrivée d'Europe Écologie-Les Verts au sein de la métropole bordelaise. Des rencontres, des tables rondes exploratoires et des participations citoyennes se tiennent régulièrement. Des négociations ont été amorcées avec Bordeaux Métropole afin que l'Université se positionne sur les thématiques portées par les élus et un accord-cadre pour mettre sur la table l'ensemble des défis de la Métropole en lien avec l'Université et le Département est notamment prévu.

Université de Nantes

Intervenant : Laurent Devisme - Vice-Président DD&RS

Nantes Université est un établissement public expérimental créé en janvier 2022. Dans cet EPE, se trouvent le CHU, l'INSERM, l'École Centrale de Nantes, l'École d'architecture, l'École d'art et un ensemble de campus répartis sur Nantes, Saint-Nazaire et la Roche-sur-Yon. Sur ce territoire, le mouvement de transversalité est capital.

S'agissant de la gouvernance de l'établissement, une vice-présidente de la transition a été mise en place dont la feuille de route vient en appui de la mission « Transformation écologique ». Elle met trois notions au cœur : l'excellence au service de l'intérêt général, l'ouverture et l'accessibilité sociale et la construction d'une université durable.

Ces transitions globales nécessaires permettent de raisonner à partir de trois dimensions :

- Nantes Université comme projet : comment y former des citoyens éclairés ? Comment participer à la transformation du monde ? Comment travailler vers une société d'optimum et de modération et non une société de maximum ?
- Nantes Université, comme territoire : comment on s'y rend, comme on y vit, comment on y mange ?
- Nantes Université, comme institution : comment transformer la démocratie universitaire par l'exploration ?

Pour conduire cette feuille de route, une Conférence de développement durable vient d'être mise en place et permet d'aller chercher d'autres modèles de représentation. Inscrite dans les statuts de l'établissement, elle comporte 24 membres (tirés au sort parmi les personnels et les étudiants) et a un mandat de deux ans. Sa coprésidence est assurée par une personnalité externe. Sa mission consiste à impulser, interpellier, conseiller et évaluer les actions de l'établissement en matière de développement durable. Elle assure ainsi la production annuelle d'un rapport et de recommandations, le cas échéant, au Conseil d'Administration.

École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble (ENSAG-UGA)

Intervenante : Marie Wozniak - Directrice

L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble est un petit établissement sous tutelle du ministère de la Culture (250 personnels, 1 000 étudiants), mais partie prenante d'un grand établissement, qu'est l'UGA.

L'architecture, la construction sont des métiers fortement impactés et impactant. Désormais, l'enjeu est de se tourner vers la transformation de l'existant plus que vers la construction. Les métiers et les approches pédagogiques évoluent en ce sens et le projet d'établissement se trouve réactualisé autour des enjeux de responsabilité sociale et sociétale. Porté par l'équipe de Direction, il est accompagné par l'équipe du cycle supérieur du développement durable.

Les liens formation et recherche sont très forts au sein de l'établissement et les contenus des formations évoluent de fait, nourris par la recherche. Reste la question de la formation des enseignants eux-mêmes. S'agissant de la valorisation, l'objectif est de « donner à voir que c'est possible » par des démonstrations et par la création de prix, comme le Terrafibra Award pour les architectures en terre et paille.

L'administration se doit enfin d'être exemplaire. Elle doit veiller notamment à bien articuler l'ensemble des missions.

[Échanges avec la salle](#)

Quelles sont les difficultés auxquelles vous faites face pour mettre en place cette gouvernance ?

Laurent GATINEAU

La difficulté majeure est de bousculer les pratiques pédagogiques traditionnelles. Au niveau du 1^{er} cycle, sont en train d'être mis en place un projet d'accompagnement et un calendrier universitaire qui intègre des plages de formation aux enjeux de la transition.

Laurent DEVISME

Il convient d'avoir une conception transformative et non pas additive des enseignements, dans le contexte budgétaire actuel. Tous les collègues doivent avoir conscience qu'il leur faut changer leur enseignement, leur discipline et leur propre recherche. Il convient également de questionner le sens de l'innovation en lui-même.

Eric MACE

Pour notre part, nous connaissons les principaux obstacles que rencontre l'université en général : réglementaire, budgétaire, systèmes d'information... À chaque chantier de transition, il faut faire face à ces difficultés qui sont finalement intrinsèques à tous les établissements. Il implique une transformation de la mécanique universitaire.

Véronique BALBO

Du point de vue de l'administration, la principale difficulté est la tension entre les représentations symboliques et la sobriété. La réponse se trouve dans la formation et la conscientisation.

Marie WOZNIAK

Il convient aussi d'apporter les réponses et l'accompagnement appropriés à tous les collègues soucieux de ces enjeux.

Certaines structures ont été mises en place, mais par expérience, il faut des années pour arriver à lancer des actions. Il faut parfois même tout recommencer au départ d'un président ou d'une présidente. Il serait de fait essentiel d'inscrire ces actions dans les statuts.

Concernant l'implication des étudiants, comment parvenez-vous à les mobiliser durablement ?

À Nantes et Grenoble, qu'est-ce qui change dans la relation avec la collectivité et le territoire ?

À Toulouse, le Conseil d'administration a acté une Journée commune interétablissement pour sensibiliser l'ensemble du site. Elle sera organisée à la rentrée 2024. S'agissant des moyens, qui représentent notre principale difficulté, il me semble que la CVEC est une source de financement non négligeable pour mobiliser l'ensemble de la communauté.

Marie WOZNIAK

Grenoble a été Capitale verte européenne en 2022. Deux représentants de l'UGA et de GEM ont fait partie du Conseil scientifique qui était aussi le Conseil du plan Climat, Air et Energie de la Métropole.

S'agissant de la CVEC, les étudiants s'en sont servie l'année dernière pour organiser une fresque du climat et faire venir des intervenants.

Eric MACE

Nous avons fait passer la feuille de route en Conseil d'administration et concernant la dimension transformatrice et structurelle des politiques de transition, elles ont été inscrites en 2020 dans un projet Bordeaux Université 2030. Depuis, elles structurent la totalité des projets de service.

Il reste difficile de mobiliser les étudiants. Tant d'engagement dans la continuité est compliqué. Concernant les rapports avec la Métropole, il suppose un travail de relationnel permanent avec les élus.

Laurent DEVISME

Inscrire la transition dans les statuts semble indispensable en premier lieu. La mobilisation des étudiants est effectivement un vrai défi qui nécessite de mobiliser les collectifs et les associations.

À Nantes, le rapport avec le territoire fait l'enjeu d'une contractualisation pluriannuelle. Nous avons la chance d'avoir un territoire qui expérimente depuis longtemps le dialogue citoyen. Dans ce cadre, notre rôle est de faire prendre conscience aux Élus de ce que peuvent apporter la recherche publique et l'enseignement supérieur. La CVEC est utilisée en partie pour financer la rentrée Climat. Par ailleurs, dans l'équipe de la mission de la transformation écologique, deux postes sont financés par Nantes Métropole et permettent d'avoir une politique de plan de déplacement et un Lab citoyen pour aider aux projets.

Laurent GATINEAU

À Cergy, nous avons deux types de modalités d'intégration du Parlement étudiant : la voie individuelle et la voie associative, et une partie des actions sont financées par la CVEC.

Dans le cadre de notre PIA, des collectivités se sont associées à nous : Cergy-Pontoise, Sarcelles, Roissy Pays de France, Saint-Germain-en-Laye, soit autant de leviers et de synergies interterritoriales qui mettent à disposition des ETP pour travailler des projets et alimenter d'autres sujets de recherche. Nous avons enfin la chance d'avoir un nouveau BP étudiant, très investi sur la dimension sociale de la transition, qui joue un rôle moteur dans la mobilisation étudiante.

Hervé GOUX

S'agissant des marchés publics, il est bien évidemment question de l'achat durable et responsable. L'objectif est d'anticiper les marchés existants, et les nouveaux marchés, de privilégier l'achat de produits SI reconditionnés et d'introduire la notion de cycle de vie des produits dans les clauses spéciales. Plus largement, nous sommes associés à la question de l'achat durable et responsable et faisons partie du club des acheteurs de l'agglomération bordelaise.

À Cergy, des réunions au niveau des services techniques sont-elles organisées entre les différentes institutions ? À Bordeaux, quel est le rôle des ambassadeurs étudiants ? S'agissant de la Conférence développement durable, quelle est l'implication concrète des étudiants et des personnels durant leur mandat de deux ans ?

Véronique BALBO

À Cergy, toutes les équipes sont mixtes sur tous les grands sujets. Telle est l'originalité de notre collaboration.

Laurent DEVISME

L'implication à la Conférence développement durable représente cinq jours par an et nous réfléchissons actuellement à la façon de valoriser cet engagement.

Eric MACE

Les ambassadeurs étudiants font pour l'essentiel de l'animation sur les campus. Ils font aussi remonter un certain nombre d'initiatives et de projets.

Vendredi 24 mars

Conférence - Le RESES et la CTES

Clémentine

La CTES, Convention pour la Transition des Établissements du Supérieur, est une association qui fait suite à la Cop 2 étudiante d'avril 2021. L'accord de Grenoble, fruit de 70 groupes de travail au sein des établissements au niveau national et porté par les étudiants, a été soumis à signature (93 signataires) lors de cet événement. Étudiants, administratifs et enseignants-chercheurs avaient pour objectif de réfléchir à des propositions concrètes sur huit axes différents. Une synthèse a été rédigée et fait l'objet d'un livre blanc. La CTES assure maintenant le suivi de l'accord de Grenoble, qui peut être saisi par les étudiants, et anime des réunions interétablissements et à destination des étudiants.

Yanis

Le RESES est un réseau de 175 associations étudiantes qui poursuit deux grands objectifs : 100 % de campus durables et 100 % d'étudiant.e.s formé.e.s et engagé.e.s aux questions de solidarité et d'écologie. Nous disposons pour ce faire d'un programme d'accompagnement et de formation des associations étudiantes et des établissements qui en font la demande : guides pratiques, fiches, formations sur l'alimentation durable, l'énergie et le climat et bien d'autres. Nous sommes aussi parfois amenés à travailler en collaboration avec le ministère.

Le RESES porte aussi le projet de la Consultation nationale étudiante, une importante étude quantitative, qui a lieu tous les deux ou trois ans. Elle porte sur les envies et besoins des étudiants dans le cadre de la transition écologique et solidaire sur leur campus et dans le cadre de leur vie étudiante en général. La phase de collectes vient de se terminer et les résultats devraient être connus d'ici septembre. Les chiffres de la CNE 2020 étaient déjà intéressants à plus d'un titre : 69 % des étudiant.e.s souhaitaient être davantage formé.e.s aux questions de solidarité et d'écologie et autant d'entre eux entendaient très peu parler de ces enjeux dans leur formation.

Clémentine

S'agissant des enjeux de formation, l'accord de Grenoble fait la distinction entre sensibilisation et formation. Il est important de réfléchir à un tronc commun et à la déclinaison et l'adaptation des enseignements aux enjeux de transition socioécologiques. Il faut que tous les cursus se saisissent de ces enjeux et s'y adaptent. Il n'existe pas une solution, mais des pistes variées d'actions et de perspectives.

Yanis

Le second sujet identifié comme prioritaire par les étudiant.e.s concerne l'exemplarité et la notion de campus durable : la rénovation énergétique des bâtiments, l'aide à l'alimentation durable, et les plans de mobilité douce. Rendre les universités propriétaires de leur patrimoine est un des leviers proposés. Les universités peuvent se doter de solides équipes et de solides investissements. Nous en avons vu des exemples et nous espérons un élargissement de ce mouvement.

94 % des étudiant.e.s souhaitent aujourd'hui s'orienter vers une alimentation durable. Le CROUS représente plus de 27,6 millions de repas en 2022. Quant aux plans de mobilité douce, les

engagements pris lors de la vie étudiante durent souvent toute la vie d'où la nécessité de les impliquer sur ces questions, et d'investissements transparents.

Clémentine

Concernant la formation, les enseignants ne sont pas forcément formés. Proposer des sensibilisations et des formations communes étudiants-enseignants par les pairs pourraient être intéressant et mettre en lien les différents acteurs de l'enseignement supérieur.

S'agissant de la vie associative et du bien-être étudiant, beaucoup d'aspects sont pris en compte tels que le logement, l'alimentation, la mobilité, mais aussi les questions de précarité, de violences sexistes et sexuelles, de santé mentale... Les thématiques d'écologie peuvent aussi passer par une valorisation financière des projets associatifs et par un dégageant du temps commun, important pour la cohésion et l'animation de la vie associative.

Yanis

L'insertion professionnelle est également un sujet très important et nous avons plusieurs projets de forums et d'accompagnement des étudiant.e.s pour trouver des stages, des offres emplois, des alternances « responsables » et dans des entreprises soutenables. Nous avons beaucoup de discussions en ce sens avec des établissements naissants sur ces sujets et qui ont besoin d'élargir leur offre. Le partenariat entre universités, entreprises et organisations d'ESS doit être valorisé et les offres relayées.

Clémentine

Il faut enfin repenser la gouvernance de nos écoles et de nos universités sur tous ces aspects de formation, de transition, d'insertion... Elles sont des espaces d'échange, de retour permanent d'évolution et doivent s'extraire de certains mécanismes obsolètes, qui bloquent la transition.

Échanges avec la salle

Dans un premier temps, j'aimerais beaucoup connaître vos sources s'agissant des chiffres énoncés. Nous essayons par ailleurs de mobiliser les étudiants dans nos IUT et il est parfois difficile de trouver les bons moyens. L'organisation d'un événement en Zoom pourrait être une solution. Seriez-vous d'accord pour y participer ?

Yanis

À titre d'information, les chiffres sont issus de la CNE 2020 et sont disponibles sur le site du RESES.

Concernant la mobilisation des étudiants, sachez qu'une antenne RESES est présente à Lyon et peut intervenir sans problème.

Une offre de formation dans le développement durable se développe dans le secteur privé. Les établissements publics dont les formations sont accréditées ont une carte à jouer.

Concernant l'enquête, la majorité des étudiants sont concernés, mais ceux qui y répondent n'introduisent-ils pas un biais qui pourrait influencer les résultats ?

Yanis

Le RESES travaille avec un cabinet spécialisé qui essaie de toucher un échantillon le plus représentatif possible.

Il existe à mon sens une différence entre Paris et la province, mais aussi des différences entre les grandes écoles et les universités qui ont des cultures et habitudes différentes. Il faut éliminer les biais au maximum, mais aussi savoir qu'ils existent.

Yanis

La distinction existe entre grandes écoles et universités, mais elle n'est pas forcément mise en avant dans les résultats de l'enquête.

Clémentine

La taille des établissements peut aussi être prise en compte.

Yann ECHINARD

De même que les trajectoires de vie qui sont différentes entre le premier et le second cycle.

Une enquête a été conduite auprès de 6 000 personnels de la recherche. À la question « pensez-vous que l'urgence climatique exige des changements profonds dans la pratique de vos métiers ? », la réponse a été oui à 88 %. S'emparer de ce changement répond donc avant tout à des logiques d'ambition et de courage ; malgré les biais éventuels, il faut avant tout avoir le courage dans l'action.

Les campus 100 % durables ne sont pas forcément des enclaves complètement fermés. Ils sont dans les villes. Leur envie d'agir est aussi appréciée des collectivités locales qui mettent en place des instances de concertation. Il serait bien que les associations étudiantes y prennent part.

Clémentine

Je serais ravie de pouvoir y participer, mais la question de la responsabilité et de l'engagement du statut étudiant reste entière. Devenir acteur du territoire dépasse ce statut et être engagé dans la durée mérite une certaine reconnaissance. Cette question mérite une véritable réflexion.

Yanis

Le RESET travaille déjà avec beaucoup de collectivités territoriales, mais tout dépend effectivement de la capacité des étudiant.e.s à y répondre.

Restitution des recommandations

Animateur : Yann Echinard, Vice-Président Responsabilité Sociétale et Environnementale de l'Université Grenoble Alpes

Stratégie et pilotage d'une organisation soutenable

Table ronde 1 : Gouvernance, conduite du changement et intégration transversale dans l'élaboration des stratégies de transition

- Un portage fort et au plus haut niveau des stratégies de transition au sein de la gouvernance politique comme au niveau administratif qui s'appuie sur un schéma directeur, une feuille de route votée en Conseil d'Administration avec des moyens, un projet d'administration qui décline, une contractualisation sur les objectifs dans le cadre des dialogues de gestion ;
- Conduire et accompagner le changement ;
- Une collaboration étroite entre universités et territoires (agglomérations, département) ;

- Des défis à relever : accompagner les enseignants-chercheurs dans l'évolution de leurs enseignements et recherches, lever tous les verrous administratifs, expérimenter d'autres formes d'association, faire autrement ce que l'on sait déjà ;
- Réenchanter les métiers.

Table ronde 2 : Une organisation soutenable et transverse à travers des outils renouvelés : politique d'achats, massification de la rénovation des bâtiments, plans de sobriété, comptabilité écologique...

- Nécessité d'aborder le DD&RS dans sa complétude, en traitant le RS au même niveau que le DD ;
- Assurer un lien très fort entre politique et administratif : portage politique avec diffusion et incarnation auprès de la communauté et mise en œuvre par l'encadrement ;
- Besoin d'une évaluation et d'un suivi de l'impact annuel et des trajectoires pluriannuelles des activités dans le cadre de la réalisation des missions (budget vert ?) ;
- Embarquer l'ensemble de la communauté à un double niveau : sur les usages et sur la façon d'accomplir les missions, notamment sur la rénovation énergétique des bâtiments, sur la compréhension des enjeux. La formation de la communauté est un enjeu majeur.

Inscrire les enjeux de transition dans une logique de coopération territoriale et d'attractivité

Atelier 1 : Agir ensemble, comment inscrire l'ensemble des acteurs dans une politique publique territoriale ?

Faire ensemble passe par savoir associer le maximum de compétences, en travaillant en mode projet, dans une logique d'horizontalité, et communiquer régulièrement vers tous les partenaires sur l'avancement du projet.

- Recommandation 1 : lier les enjeux sociétaux aux enjeux environnementaux ;
- Recommandation 2 : savoir s'écouter les uns les autres, tenir compte des contraintes des uns et des autres (empathie) ;
- Recommandation 3 : travailler collectivement sur les forces et les faiblesses du territoire relativement aux enjeux et challenges à relever.

Atelier 2 : Chaires dans les écoles et les universités : retours d'expérience

Le territoire comme creuset des transitions en cours, des fractures, est l'espace pertinent de l'observation.

Les chaires sont des outils pertinents pour saisir des dynamiques complexes, car ce sont des dispositifs suffisamment plastiques pour travailler avec une grande diversité d'acteurs, à plusieurs échelles, de décisions, hors des cadres culturels et administratifs de ces acteurs.

- Recommandation 1 : dépasser la mesure qui n'est pas capable de traduire la complexité, les interdépendances qui sont au cœur des communs (gestion de l'eau, biodiversité, bien vivre ensemble..), aller vers du qualitatif en ayant une approche réflexive des référentiels comme les ODD ;
- Recommandation 2 : susciter la mise en réseau de ces chaires « transitions socioécologiques des territoires ».

Atelier 3 : GIEC locaux : implication des universitaires pour accompagner les territoires

Cet atelier abordait le sujet des instances mises en place à l'initiative des collectivités pour mobiliser des chercheurs, soit auprès de citoyens dans le cadre d'une convention pour le climat, soit dans le cadre d'un groupe d'experts susceptibles de rendre des avis et des recommandations pour engager des politiques de transition.

- Recommandation 1 : la reconnaissance de l'engagement des universitaires qui s'impliquent dans cette démarche, et pose la question du double modèle économique, des évolutions de carrière. Idée de mise en délégation temporaire (six mois à trois ans) ;
- Recommandation 2 : la valorisation de l'engagement des établissements d'ESR sur ces questions de transition, à la fois en externe (sur leur territoire) et en interne, dans une logique d'exemplarité, voire de démonstrateur ;
- Recommandation 3 : la coordination de ces différentes instances de « GIEC/GREC » locaux/régionaux en lien avec le HCC.

Atelier 4 : Qu'est-ce qui compte? Redirection écologique et nouvelles comptabilités écologiques dans les organisations

La comptabilité a été rattrapée par le capitalisme très récemment dans l'histoire de la comptabilité, née il y a 7 000 ans pour rendre compte du vivant (*capita* : la tête de bétail). Le véritable maître est la nature et non l'humain : changement de relation au vivant. Besoin de nouveaux outils pour compter, de revenir à l'origine de ce qui compte vraiment en intégrant les volets humains et les écosystèmes. Besoin aussi d'outils spécifiques de stratégie de renoncement.

- Recommandation 1 : expérimenter le tableau de bord de l'anthropocène (méthode CARE) ;
- Recommandation 2 : accompagner démocratiquement les actions (stratégie de renoncement, de fermeture d'activité) à mettre en œuvre au regard de la lecture de ce nouveau tableau de bord.

Former et se transformer à l'aune des défis des transitions écologique et sociétale

Atelier 1 : Vers une plateforme de partage de ressources nationale

Cet atelier est une introduction à la consultation du MESR sur la formation aux enjeux de transition et de développement soutenable pour les étudiants de premier cycle. L'UVED a eu l'occasion de présenter le socle commun de connaissance et de compétences sur l'anthropocène qui sera intégré dans la future plateforme de ressources.

Conclusions/recommandations :

- Réelle préoccupation des enseignants au sujet de l'enseignement des transitions ;
- Beaucoup de demandes de moyens pour le déploiement ;
- Nécessité d'avoir des retours d'expérience de la part des établissements qui ont déjà mis en œuvre des initiatives ; appel à l'expérimentation ;
- Favoriser l'engagement et l'action des étudiants pour un apprentissage par la pratique.

Atelier 2 : Formation et sensibilisation par les jeux sérieux

Les participants ont pu participer à la création d'un jeu sérieux au service de la sensibilisation et de la formation aux enjeux planétaires. Le jeu est considéré comme un moyen de se mettre dans une

posture positive, de plaisir, de projection dans un futur souhaitable, d'appréhension de la complexité, comme un moyen d'alimenter/renouveler les postures et les techniques pédagogiques.

Conclusion : pour transformer le monde, il faut aussi transformer les pratiques pédagogiques.

Atelier 3 : De la paralysie à l'action : partage d'expérience autour de l'écoanxiété

Il est important de former les enseignants et les étudiants à l'apprentissage socioémotionnel (Daniel Goleman, Patricia Jennings) afin de prendre en compte les émotions liées à la crise écologique (Michel Maxime Egger, Davud Abram, Hartmut Rosa) et les transformer en énergie d'action. Deux méthodes, assez complémentaires, ont été présentées : l'une appelée « Tête Corps Cœur », proposée au Campus de la Transition, et l'autre portée par le centre Théorie et Pratique du Care à Montpellier autour de l'apprentissage socioémotionnel.

Conclusions :

- Introduire une pédagogie expérientielle et régénérative fondée sur une écologie sensible à travers différents dispositifs, dont le travail en groupe qui relie et fédère ;
- Mettre en avant les exemples inspirants, valoriser et reconnaître l'engagement des étudiants dans les formations ;
- Créer un espace propice à transformer la colère par la mise en capacité d'agir collectivement.

Atelier 4 : Comment passer des macrocompétences DD&RS aux compétences filières ?

Conclusions de cet atelier de brainstorming :

- Nécessité de former les porteurs de programmes et les responsables pédagogiques ;
- Ne pas rester en silo, favoriser l'interdisciplinarité et l'échange avec les parties prenantes présentes ;
- Sortir des modèles économiques traditionnels ;
- Il faut des moyens ! Et du temps : la formation prend du temps ;
- Attention à l'épuisement des équipes : faire évaluer les systèmes de reconnaissance et les systèmes d'évaluation des personnels ;
- À éviter : « on sait déjà tout sur tout », « on fait déjà tout comme il faut », « un événement à la rentrée, ça suffit ! » ;
- Valoriser l'existant et le mettre en lumière ;
- Proposer des groupes de travail inter et intra établissements afin de mutualiser les bonnes idées et les ressources.

Atelier 5 : Quels freins et quels leviers pour la transformation des métiers de l'ESR ? Quelle évolution des systèmes d'évaluation ?

Cet atelier était basé sur une idée : 100 % des personnels de l'ESR formés en 2028 aux enjeux et aux pratiques des transitions. *Via* un processus créatif, les participants ont pu identifier les freins principaux à l'atteinte de cet objectif et ont travaillé à différentes échelles (individuelle, collective et institutionnelle).

Recommandations :

- Penser la formation des personnels sur tout le *continuum* éducatif (depuis l'école primaire jusqu'à l'université) : pour transmettre des connaissances, mais aussi des valeurs alignées aux enjeux socioécologiques et de collaboration ;
- Reformuler le CNU : l'évaluation disciplinaire des enseignants-chercheurs n'est pas pertinente sur des objets systémiques et complexes ;

- Reformuler la règle des 192 heures chaise dédiées aux enseignements devient inadéquate face aux besoins en termes de pratiques de changement de posture, de tutorat de facilitation pour les modes projets ;
- Rediriger des financements qui ne sont pas suffisamment orientés vers ces questions, que ce soit au niveau de la formation comme de la recherche ;
- Changer les indicateurs des performances des établissements et les classements qui ne tiennent pas compte de ces enjeux ;
- Repenser l'ensemble de l'environnement compétitif vers un environnement collaboratif ;
- Recevoir le soutien des présidences, des directions vis-à-vis des personnels déjà engagés, en dédiant du temps effectif aux équipes ;
- Clarifier le portage politique sur ces sujets et la stratégie vis-à-vis de tous les personnels.

Atelier 6 : Quel continuum recherche-innovation-formation-société pour favoriser les transitions ?

Cet atelier avait pour point de départ deux présentations inspirantes : l'une sur la politique d'intégration des transitions à la formation et à la recherche, et l'autre sur les living Labs (dispositifs d'expérimentation en conditions réelles, intégrant les processus de recherche, de formation et d'innovation ouvertes, basés sur un partenariat entre les communautés universitaires et le monde socio-économique) comme instruments de formation.

Recommandations :

- Se donner un cadrage politique ambitieux ;
- Une fois le cadre posé, s'appuyer sur les propositions des collectifs, à la fois pour une meilleure acceptabilité et parce que les collectifs mènent généralement des réflexions plus radicales et transformantes ;
- Importance de l'animation et de l'accompagnement de ces collectifs pour favoriser la prise d'initiatives et donc permettre l'expérimentation ;
- Voir grand sur les moyens.

Restitution des travaux du Réseau des réseaux

- Définir la raison d'être du Réseau pour construire des objets en commun ;
- Esquisser une cartographie pour identifier les interrelations : mise en perspective des enjeux de gouvernance et des acteurs dans leurs pratiques, interaction entre les initiatives locales et nationales ;
- Travailler en ateliers itératifs :
 - outils de mise en réseau (rédiger un compte-rendu commun) ;
 - partage de pratiques (priorités) : constituer un plaidoyer, coordonner les actions en commun ;
 - construire une frise des événements récurrents/groupes de travail thématiques : se rencontrer régulièrement, en association avec un événement des membres du Réseau des réseaux.

Table ronde : Mise en lumière d'un territoire en transition porté par des organisations soutenables

Animateur : Yann Echinard, Vice-Président Responsabilité Sociétale et Environnementale de l'Université Grenoble Alpes

- **Nathalie Cotte, Directrice de l'Observatoire des Sciences de l'Univers de Grenoble (OSUG)**

L'OSUG est une fédération de recherche qui anime et fédère la recherche dans toutes les disciplines des sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement, ce qui représente 1 400 personnes, basées à Grenoble et Chambéry, et témoigne d'une richesse locale scientifique très forte. Cette communauté a une conscience forte et accrue des changements climatiques et des impacts sur l'environnement. Elle est le premier maillon d'information et a donc la volonté très nette d'agir. Elle travaille ainsi à changer ses pratiques dans une idée d'exemplarité et à transférer connaissances et savoir à tous les niveaux : aux étudiants, mais aussi auprès de la société de façon plus large.

Elle s'est fixée des objectifs clairs et une trajectoire commune, à travers la définition d'un projet commun sur le thème de l'habitabilité dans un monde changeant, conciliant ressources limitées et risques naturels, et le développement d'actions et d'outils : atelier « Ma Terre en 180 minutes », GREC Alpes-Auvergne, formation continue... Elle a également engagé des relations avec les collectivités au niveau de leurs services et avec les décideurs plus directement. À l'OSUG, des élus, des maires, des députés, des sénateurs sont invités à rencontrer des scientifiques selon différentes thématiques pour prendre les bonnes décisions sur le long terme.

- **Jean-François Curci, Directeur Général des Services de Grenoble Alpes Métropole**

Le territoire de la Métropole, c'est 450 000 habitants et 49 communes. Ses compétences se concentrent autour de quatre piliers : développement économique et attractivité du territoire, aménagement du territoire, services publics au quotidien, cohésion sociale. Le plan climat 2004-2005 a été révisé en février 2020 après une planification sur dix ans en matière d'énergie, de déchets et de mobilités. Il vise une réduction en 2030 de -50 % d'émission de GES. Depuis le début, l'industrie a fourni le plus gros effort en termes de réduction de gaz à effet de serre et d'adaptation de ses moyens de production.

Le plan climat du territoire prévoit de répondre à cinq grands enjeux : mobilité, énergie, alimentation, consommation et industrie. Pour y répondre, il prévoit un fonctionnement de mise en réseau avec l'animation d'un forum des acteurs (associations, entreprises, collectivités). Un pacte économique local a été mis en place et étendu vers les PME. Un plan d'alimentation interterritorial a également vu le jour. En interne, l'organisation a été revue en 2020 pour que le climat devienne la boussole de la collectivité. La Direction Climat est ainsi directement rattachée à la Direction générale et à son collègue de DGI. La stratégie économique a été revue. La question climatique est devenue un objectif partagé de l'ensemble des services avec tous les élus et 100 % des agents sont en train d'être formés à la fresque du climat et autres jeux sérieux.

Sans l'université, le territoire ne serait pas le même. Certains élus sont des scientifiques et d'autres sont appelés pour nourrir l'action publique. L'université est une courroie d'entraînement forte. Le conseil scientifique mobilisé sur le plan Climat a été mis à contribution sur l'opération Grenoble Capitale verte 2022. Des thèses ont pu être conduites et pilotés dans ce cadre.

Le territoire grenoblois est basé sur un modèle atypique en matière de R&D grâce au CEA et à l'université. Il dispose d'un taux de start-up important, avec un transfert technologique fort.

L'université est aussi un centre de formation. À l'aune des évolutions des métiers, elle est un partenaire majeur pour trouver une réponse aux métiers de la transition, aux nouveaux métiers et aux métiers en carence pour répondre aux besoins du territoire. La Métropole a lancé une démarche de GPEC

territoriale en partenariat avec l'université et avec les entreprises et le plein emploi est une réalité sur presque tout le territoire (-5 % de chômage), à l'exception de certains quartiers prioritaires.

L'université est aussi un acteur lourd du territoire qui se doit d'être exemplaire : 10 000 salariés, 70 000 étudiants. La question de la mobilité se pose en permanence et il convient d'aller plus loin sur les modes actifs et les modes doux. Se pose aussi la question des bâtiments et de leur réhabilitation, la question de l'alimentation.

- **Jeany Jean-Baptiste, directrice Cosmocité et de Territoire de science**

Territoire de Science est un établissement public de coopération culturelle. Il gère Cosmocité, un Centre de science qui ouvrira en septembre à Pont-de-Claix et sera dédié à l'innovation et au prototypage, et anime la culture scientifique sur le territoire. La Métropole est partie prenante de cet établissement.

Le centre de sciences sera dédié aux sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement. Il proposera deux plateaux d'exposition (Terre et Espace), un plateau jeunesse de 100 m² avec des expositions temporaires, un planétarium de 80 places et une salle immersive interactive. 40 scientifiques locaux ont été mobilisés dans la construction du contenu et dans la programmation de ce centre, avec l'idée que l'éducation aux sciences et aux techniques peut participer du loisir. La place de l'Université est donc fondamentale, dans la gouvernance même de l'établissement puisqu'elle fait partie des membres fondateurs de l'EPCC qui regroupe les principales collectivités territoriales (Région, Département, Métropole) et l'Académie de Grenoble.

- **Marie-Christine Bordeaux, Vice-Présidente Culture et culture scientifique à l'Université Grenoble Alpes**

Toute une communauté de recherche a été mobilisée sur le projet Cosmocité. Il s'agissait d'une décision politique pour être au diapason de l'engagement de Grenoble Alpes Métro en matière de culture scientifique. Il n'était pourtant pas si évident d'engager l'Université comme membre fondateur d'un établissement public de coopération culturelle. Pour aller au-delà du partenariat classique et habituel, il a fallu construire institutionnellement ces relations et il a fallu que l'Université elle-même se structure pour répondre à cette demande. Cosmocité a été un des premiers sites labélisés « Sciences avec et pour la société » par le ministère. Il s'agit du premier établissement de coopération créé en France pour la culture scientifique. Espérons que ce modèle aura une influence sur d'autres territoires. Le label permet d'avoir des budgets d'opération communs. La programmation culturelle commune se poursuivra avec le projet d'une biennale pour l'année 2024.

La crise Covid a fait prendre conscience de la nécessité du partage des savoirs, de la médiation scientifique, du partenariat, des méthodes de recherche participative, pour qu'il y ait entre la science et les citoyens des zones de contact.

- **Sandrine Mathy, Directrice de recherche CNRS au laboratoire GAEL, MobilAir**

Le consortium MobilAir est né il y a dix ans à Grenoble. Des chercheurs se sont emparés du sujet et sont allés à la rencontre des élus et des services de la Métropole pour voir comment changer la donne quant aux dangers d'exposition de la population à la pollution atmosphérique et comment accompagner les collectivités sur l'adoption de politiques ayant un impact significatif au niveau sanitaire et économique. Grâce aux financements de la Métro, de l'ADEME puis de l'Idex grenoblois, huit laboratoires de recherche ont été réunis autour d'un comité des décideurs.

Il a ainsi été décidé de diviser par trois la mortalité prématurée (145 par an). À partir de là, une chaîne de modélisation a été déroulée, prenant en compte différents critères comme le chauffage, les transports et la mobilité. Toute une étude sanitaire et économique a été conduite et a conclu à la nécessité de changer tous les chauffages au bois non performants et de réduire de 36 % le nombre de kilomètres parcourus par les voitures sur le territoire. Supprimer les trajets de moins cinq kilomètres a par ailleurs un effet bénéfique bien supérieur aux bénéfices liés à la lutte contre la pollution : baisse de la sédentarité, baisse de l'obésité, des risques cardiovasculaires, baisse de la pollution sonore, action positive sur le portefeuille des ménages... Cette analyse coûts/bénéfices représente 600 euros par habitant et par an, pendant 30 ans.

Ce projet a permis d'avoir un impact au-delà des espérances et le Consortium accompagne maintenant pleinement l'élaboration des politiques publiques au niveau territorial.

- **Fabien Malbet, Directeur de recherche CNRS Institut de Planétologie et d'Astrophysique de Grenoble (IPAG)**

En 1976, à Grenoble, s'est tenu le Congrès de l'union internationale astronomique qui s'inquiétait déjà des effets de la pollution lumineuse sur l'astronomie. Trois sources de pollution avaient été identifiées à l'époque : l'éclairage artificiel, les ondes radio et les satellites.

Le laboratoire d'astrophysique a toujours été impliqué dans des actions de médiation, si bien qu'en 2014, il a été contacté par la Ville de Grenoble qui souhaitait s'inscrire dans une action nationale, « Le jour de la nuit ». En 2020, avec le confinement et en lien avec une association étudiante du campus, il a rencontré le vice-président en charge du plan air climat et s'est retrouvé partenaire du Mois de la Nuit. Il a rencontré de nombreuses communes, le STRMTG, le CEA.

Le laboratoire s'est aussi préoccupé de la médiation dans les quartiers populaires et l'opération conduite a connu un grand succès.

- **Julien Milli, astronome à l'IPAG**

L'environnement nocturne fait partie de notre environnement, mais il reste du chemin à parcourir pour arriver à s'y reconnecter.

Dès les années 1950, les astronomes avaient lancé l'alerte sur la pollution lumineuse. Dans les années 1970, les préoccupations étaient plutôt d'ordre écologique. Aujourd'hui, la pollution lumineuse semble avoir un impact encore plus grand. Des études sur la santé humaine ont été menées, des études sociologiques également. Tous les champs d'expertise s'y retrouvent.

- **Jean-François Curci, Directeur Général des Services de Grenoble Alpes Métropole**

La Convention citoyenne pour le Climat est une démarche de la Métropole lancée en 2021. Elle a réuni 120 citoyens du territoire autour de deux questions principales : le plan Climat 2030 est-il au rendez-vous et les mesures prises sont-elles à la hauteur ? Quelle est votre vision à 2050 pour atteindre la neutralité Carbone ? La démarche a été définie par des scientifiques, avec l'aide d'experts de la concertation et s'est achevée en octobre 2022. Le rapport a été présenté aux élus mi-octobre. La réponse aux 118 mesures proposées sera donnée en avril 2023.

Annexe : Programme du colloque

Jeudi 23 mars 2023

8h30 - 9h00 - Accueil des participants

9h00 - 9h10 - Introduction

Monsieur Yann Echinard, Vice-président Responsabilité Sociétale et Environnementale de l'Université Grenoble Alpes

Madame Fouziya Bouzerda, Directrice de Grenoble École de Management

9h10 - 9h30 - Quel portage politique de la transition dans les universités et les grandes écoles ?

Monsieur Mathias Bernard, Président de la Commission de la Transition écologique et sociétale de France Universités (FU)

Monsieur Denis Guibard - Vice-Président Développement durable & RSE à la Conférence des Grandes Écoles (CGE)

9h30 - 10h00 - Le Plan climat-biodiversité et transition écologique du MESR

Monsieur Michel Eddi, Haut fonctionnaire au Développement durable du MESR

Monsieur Benoit Laignel, Chargé de mission : Coordination de la Transition Écologique pour un Développement Soutenable de l'ESR, MESR

10h00 - 10h15 - Échange avec la salle

10h15 - 10h30 - Pause

10h30 - 12h30 - Stratégie et pilotage d'une organisation soutenable - Ateliers en parallèle :

- ***Table ronde 1 : Gouvernance, conduite du changement et intégration transversale dans l'élaboration des stratégies de transition***

Animatrice de la table ronde : *Cécile Chicoye*, consultante auprès de l'Association des Directeurs Généraux des Services (ADGS)

Intervenants :

- *Véronique Balbo*, Directrice Générale des Services CY Cergy Paris Université
- *Laurent Gatineau*, Président CY Cergy Paris Université
- *Eric Macé*, Vice-Président DD&RS de l'Université Bordeaux
- *Laurent Devisme*, Vice-Président DD&RS de l'Université Nantes
- *Marie Wozniak*, Directrice de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble (ENSAG-UGA)

- ***Table ronde 2 : Une organisation soutenable et transverse à travers des outils renouvelés : politique d'achats, massification de la rénovation des bâtiments, plans de sobriété, comptabilité écologique...***

Animateur de la table ronde: *Frédéric Despres*, Directeur Général des Services de l'INSA Lyon

Intervenants :

- *Antoine Schwartz*, chargée de domaine "Finances" à l'AMUE
- *Bruno Koebel*, Directeur Général des Services de l'EuroMétropole de Strasbourg
- *Christian Brassac*, Vice-Président de l'EuroMétropole de Strasbourg
- *Christine Gruffaz*, ARTIES (Association des Responsables Techniques Immobiliers de l'Enseignement Supérieur)
- *Jean-François Redon*, Responsable de la mission RSE de l'Université Grenoble Alpes (UGA)

- **Atelier 3 : « Ma Terre en 180 minutes » : scénarisation de plans d'action sur la réduction d'empreinte carbone. Présentation du dispositif et ateliers participatifs en parallèle.**

Présentation du dispositif : *Nicolas Gratiot* - Directeur Adjoint de l'Institut des Géosciences de l'Environnement (IGE)

Animateurs des ateliers :

- *Brigitte Nonque*, DSIM UGA :
- *Yanis Jugie*, étudiant Grenoble INP-UGA, membre de l'association Universi'Terre
- *Jean-Marc Bonneville*, Chargé de recherche au Laboratoire d'Ecologie Alpine (CNRS-UGA-USMB)

12h30 - 14h00 - Pause repas

13h15-14h - Visite de l'espace muséographique de l'Observatoire des Sciences de l'Univers de Grenoble (sur inscription)

14h00 - 16h00 - Inscrire les enjeux de transition dans une logique de coopération territoriale et d'attractivité - Ateliers en parallèle :

- **Atelier 1 : Agir ensemble : Comment inscrire l'ensemble des acteurs dans une politique publique territoriale ?**

Animation : *Joël Guervenou* – Président FNCAS

Intervenants :

- *Olivier Herrmann*, Directeur du cabinet Latitude
- *Lise Pinoit* – Université de Bourgogne Franche-Comté
- *Driss Touil*, responsable des partenariats nationaux à la MGEN
- *Caroline Lemoulec*, Responsable développement durable - Transformation écologique et sociétale à l'Institut Polytechnique Unilasalle
- *Bénédicte Corvaisier*, directrice générale du CROUS Grenoble Alpes.

- **Atelier 2 : Chaires dans les écoles et les universités : retours d'expériences**

Animation : *Céline Leroy*, Chargée de mission transition écologique à France Universités et *Vanessa Mendez*, Directrice adjointe, Chaire UNESCO pour une culture de paix économique, Grenoble Ecole de Management

Intervenantes :

- *Fiona Ottaviani* – docteur en économie et co-titulaire de la chaire Territoire en transition à Grenoble Ecole de Management (GEM)
- *Gwenaëlle Zunino* – Architecte - Urbaniste et animatrice de la Chaire villes et territoires

- Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nancy
- *Morgane Millet* – coordinatrice de la Chaire mutations et innovations territoriales de l'Université de Corse

- **Atelier 3 : GIEC locaux : implication des universitaires pour accompagner les territoires**

Animation : *Magali Talandier* – Professeure en urbanisme et aménagement du territoire à l'Université Grenoble Alpes (UGA)

Intervenants:

- *Benoit Laignel* – Président du GIEC local dans le cadre de la COP 21 de la Métropole de Rouen et co-président du GIEC normand
- *Florent Gougou* – maître de conférences en science politique à Sciences Po Grenoble UGA
- *Sandrine ANQUETIN* et *Isabelle RUIN*, Co-leader of the HMCIS research team , GREC Alpes-Auvergne
- *Hélène Clot* : Directrice mission stratégie et innovation publique à Grenoble Alpes Métropole

- **Atelier 4 : Qu'est ce qui compte ? redirection écologique et nouvelles comptabilités écologiques dans les organisations**

Animateur : *Xavier Perrin*, directeur du projet Communs, Ville de Grenoble

Intervenants :

- *Matthieu Astic*, consultant au sein du cabinet Endrix,
- *Véronique Blum*, enseignante-chercheuse au laboratoire du centre d'études et de recherches appliquées à la gestion (CERAG) de Grenoble, directrice de la première thèse d'implémentation de CARE en collectivité (Grenoble)
- *Darja Dubravcic* (dr.sc.), fondatrice et consultante à Wild Innovation Agency et enseignante externe à l'Ecole d'architecture de Grenoble (ENSAG), membre de collectif Zoépolis
- *Diego Landivar*, normalien, docteur en Sciences Economique, co-fondateur et directeur du laboratoire Origens Medialab, cofondateur du Msc Stratégie et design pour l'anthropocène
- *Antoine Back* (ABK), adjoint du maire de Grenoble délégué aux risques, prospective et résilience territoriale, évaluation et nouveaux indicateurs, stratégie alimentaire

16h00 - 16h30 - Pause

16h30 - 17h30 - Théâtre Forum : Crise climatique et cris insoutenables

18h00 - 19h30 - Conférence publique "Changement climatique : les enjeux des transformations"

Madame Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au CEA et coprésidente du groupe n° 1 du GIEC

20h00 - Soirée grenobloise

Vendredi 24 mars 2023

8h30 - 9h00 - Accueil

9h00 - 9h30 - Conférences - le RESES et la CTES

9h30 - 11h30 - Former et se transformer à l'aune des défis des transitions écologique et sociétale - Ateliers en parallèle :

- **Atelier 1: Vers une plateforme de partage de ressources nationale**

Intervenants:

- *Delphine Pommeray*, Directrice de la Fondation UVED
- *Benoît Laignel*, Coordination de la Transition Ecologique pour un Développement Soutenable de l'ESR, MESR

- **Atelier 2: Formation et sensibilisation par les jeux sérieux**

Intervenantes:

- *Vanessa Barbier*, Chargée de mission DD&RS, Grenoble Ecole de Management
- *Isabelle Patroix*, Playground manager, Grenoble Ecole de Management

- **Atelier 3: Partage d'expérience De la paralysie à l'action : partage d'expériences autour de l'éco-anxiété**

Intervenantes:

- *Angela Biancofiore*, Professeure à l'Université Paul-Valéry de Montpellier et co-fondatrice du Centre Théorie et pratique du care (<https://tepcare.hypotheses.org/>)
- *Cécile Renouard*, Présidente du Campus de la Transition, philosophe

- **Atelier 4: Comment passer des macro-compétences DD&RS aux compétences filières ? Quelle évolution des systèmes d'évaluation ?**

Intervenants:

- *Jean-Claude Carteron*, Président Association Sulitest, Co-Chair Higher Education Sustainability Initiative (HESI)
- *Christian Koenig*, Conseiller académique du Campus, coordinateur du Grand manuel de la Transition et de l'édition des Petits Manuels

- **Atelier 5 : La formation des formateurs : un levier indispensable pour la transition des établissements**

Intervenants :

- *Anne Delaballe*, Directrice d'UGA Design Factory
- *Tom Renault*, Responsable des formations de formateurs au Campus de la Transition

- **Atelier 6: Quels freins et quels leviers pour la transformation des métiers de l'ESR ? Quelle évolution de systèmes d'évaluation ?**

Intervenants:

- *Armelle Carnet*, Directrice Responsabilité Sociétale et Environnementale, INRAE

- *Anne Coubray*, Chargée de portefeuille de projets au service programmation TRUST (Transition institutionnelle, responsabilité sociétale, développement territorial), Université de Bordeaux
- *Alexandre Fruchet*, Chargé de projets partenariaux, Institut des transitions, Université de Bordeaux
- *Jean-Philippe Vidal*, Chargé de recherche en hydro-climatologie, chargé de mission RSE, INRAE Lyon

11h30 - 12h00 - Remise par la MAIF et France Université d'un prix étudiant pour un impact positif

Mathias Bernard, Président de la Commission de la Transition écologique et sociétale de France Universités

Thierry Monminoux, Vice-Président MAIF et Président de l'Association Prévention MAIF

12h00 - 14h00 - Pause repas

14h00 - 15h00 - Restitution des recommandations

15h00 - 16h30 - Table ronde : Mise en lumière d'un territoire en transition porté par des organisations soutenables

Animateur : *Yann Echinard*, Vice-Président Responsabilité Sociétale et Environnementale de l'Université Grenoble Alpes

Intervenants :

- *Jean-François Curci*, Directeur Général des Services de Grenoble Alpes Métropole
- *Nathalie Cotte*, Directrice de l'Observatoire des Sciences de l'Univers de Grenoble (OSUG)
- *Sabine Lavorel*, Maître de conférences HDR en Droit public - Université Grenoble Alpes et co-présidente du COMOP de la Convention citoyenne pour le climat de Grenoble Alpes Métropole
- *Marie-Christine Bordeaux*, Vice-Présidente Culture et culture scientifique l'Université Grenoble Alpes et *Jeany Jean-Baptiste*, directrice Cosmocité
- *Julien Milli*, astronome à l'IPAG et *Fabien Malbet*, Directeur de recherche CNRS Institut de Planétologie et d'Astrophysique de Grenoble (IPAG)
- *Sandrine Mathy*, Directrice de recherche CNRS au laboratoire GAEL, MobilAir

16h30 Conclusion : De l'importance de travailler en réseau